

mais surtout agricoles, d'une valeur de 650 millions de dollars. L'argent semble s'épuiser. L'an dernier nous n'avons vendu à ce titre que pour une valeur de 152 millions de dollars.

Quant à la situation de notre commerce extérieur en général, elle s'est aussi modifiée rapidement. Nous prions et nous rêvons de l'avenir lointain où la bonne entente régnera dans le monde entier, où nous jouirons de la paix et de la tranquillité comme base de la prospérité et du progrès normal. Bien entendu, l'espérance renaît sans cesse. Comme la liberté individuelle régnera toujours dans notre pays, aucun peuple n'a plus de raisons que nous d'espérer la venue d'une ère semblable. Chaque période de guerre chaude ou froide ou de paix réelle ou fictive sollicite notre initiative. Si nous voulons être prêts pour une période de prospérité qui ne serait causée ni par une guerre froide ni par une guerre chaude nous devons élaborer nos programmes nationaux de façon à tenir compte des difficultés qui se posent.

Les plus jeunes parmi nous ne se souviennent pas des périodes où nous avons joui d'une prospérité normale et de progrès normal, tandis que les plus anciens d'entre nous sont portés à les oublier, car depuis près d'un demi-siècle nous n'avons pas eu la bonne fortune de jouir d'un tel état de choses. En moins d'un demi-siècle nous avons soutenu deux guerres gigantesques. Au cours de cette période, nous avons été mêlés à deux conflits mondiaux et nous avons consacré à la prévention d'une troisième guerre mondiale plus d'énergie, d'argent, de production et le reste qu'au cours des deux guerres. Dans ces conditions les affaires n'ont pas fonctionné comme à l'ordinaire; en songeant au jour où les affaires redeviendront normales et où nous jouirons de la paix, il convient, surtout pour les plus anciens qui sont portés à oublier ou pour les plus jeunes qui manquent de perspicacité, de nous reporter un peu en arrière et de chercher un précédent à l'égard des programmes qui pourraient être nécessaires pour favoriser la prospérité et le progrès, sans lesquels la paix et la prospérité que nous souhaitons tous depuis longtemps ne seront guère réelles. Monsieur l'Orateur, nous devons donc être prêts à relever le défi.

Depuis la naissance de notre jeune nation deux partis politiques seulement ont eu à relever un défi de ce genre. D'autres ont promis, mais seulement le traditionnel parti libéral, qui dirige maintenant le pays, et le nôtre, le parti conservateur, dont les membres siègent à votre gauche, ont été appelés à remplir un rôle. Bien d'autres ont formulé des promesses. Ensemble, par nos programmes, nos projets et nos réalisations nous avons contribué au grand essor de notre

jeune nation. Malgré les divergences de nos programmes, nous avons tous travaillé avec la même sincérité, en dépit de la différence fondamentale et marquée de nos antécédents et de notre doctrine politique.

A mesure que l'ère normale se rapproche de nous, nous sentons le besoin d'un programme solide et précis à l'égard de nos problèmes financiers et fiscaux. Notre chef à constamment souligné le bien-fondé de notre programme financier traditionnel, qui a pour objet de favoriser la mise en valeur d'une plus grande partie de nos ressources au Canada. Il a aussi préconisé la tenue d'une conférence fédérale-provinciale en vue d'étudier l'ensemble des questions fiscales. Je suis renversé de constater qu'après tout ce que nous avons entendu dire au sujet de l'unité nationale, de tout ce que nous avons entendu dire à propos de ce problème et bien qu'on ait affirmé qu'une conférence aurait lieu plus tôt qu'on ne le croyait, qu'en dépit de la pression que ceux qui siègent de ce côté-ci de la Chambre ont exercée, rien ne semble encore avoir été fait à ce sujet. Le discours du trône ne mentionne rien à cet égard; j'espère que le premier ministre nous dira ce qu'il entend faire à ce sujet.

En lisant le discours du trône, j'ai cherché en vain le vieux slogan de l'unité nationale. Pendant plus d'un quart de siècle, on s'en est servi au pays durant chaque campagne électorale. Je me demande bien où l'on a relégué ce vieux slogan poussiéreux ces dernières années. On n'en parle guère de ce temps-ci.

L'avenir nous invite à bien étudier le lien qui existe entre le commerce et l'emploi. Pendant les huit premiers mois de l'année en cours, notre commerce d'exportation à lui seul a diminué de 235 millions de dollars et notre balance commerciale défavorable est supérieure à 200 millions de dollars, tandis qu'en 1952 notre balance commerciale favorable était de 325 millions. Cet écart de plus d'un demi-milliard de dollars est inquiétant, car, durant la même période, 300,000 chefs de famille ont perdu leur emploi au Canada. Une telle situation ne tient pas à des conditions de caractère régional, ni au mauvais temps. Comme la petite Topsy de l'Oncle Tom, la situation a "poussé tout seul".

Pendant tout ce temps-là, le Gouvernement se réjouit d'avoir été chanceux si longtemps et croit qu'il n'est pas nécessaire de faire quoi que ce soit à ce sujet. Grâce à nos vastes ressources, nous avons bénéficié d'une période de prospérité pendant la guerre et les années de grande expansion attribuable à la défense; mais en revenant à des conditions normales de commerce, le Canada a besoin plus que jamais d'un sain programme financier.